

BUDGET 2009: LES RAISONS DE LA COLÈRE

Dépêche AEF du 26 septembre:

Budget 2009: - 5500 postes dans le premier degré, - 7500 dans le second degré, et un "bonus" de 500 postes pour les Epep

// L'offre éducative non seulement ne diminue pas mais s'améliore", lance Philippe Court, directeur de cabinet de Xavier Darcos, à l'occasion de la présentation du projet de budget 2009 pour le ministère de l'Éducation nationale. Au total, 5 500 postes sont supprimés dans le premier degré, et 7 500 postes dans le second degré publics et privés, selon le ministère. Le budget 2009 de l'Éducation nationale s'élève à 57,8 milliards d'euros, contre 58,7 milliards au PLF 2008 (hors programme enseignement agricole technique).

Philippe Court a présenté la répartition des **13 500 suppressions de postes** prévues pour la rentrée 2009 et annoncées par Xavier Darcos le 9 juillet, dans une interview à Libération:

Dans le premier degré, **3 000 maîtres "E" et "G"**, spécialisés dans le traitement de la difficulté scolaire, exerçant en Rased, seront réaffectés et sédentarisés dans des écoles en difficultés. Ces personnels, qui remplacent de fait 3000 enseignants partant en retraite, conserveront leur régime indemnitaire, précise le ministère. (- 3000 ETP)

Dans le premier degré, 500 postes supplémentaires sont créés. Cela correspond à une augmentation des effectifs de 16 000 élèves à la rentrée 2009, selon les prévisions du ministère. (+ 500 ETP)

1 500 personnels mis à disposition "totales ou partielles", dans des "structures et des associations diverses", (500 dans le premier degré, 1000 dans le second degré) seront réaffectés "devant les élèves". (- 1500 ETP)

2 300 postes sont supprimés dans le second degré, sont 300 dans le privé au titre de la baisse démographique. Le ministère prévoit une baisse de 22 000 élèves à la rentrée 2009. (-2 300 ETP)

Toujours dans le second degré, l'amélioration du dispositif de remplacement correspond à la suppression de 3 350 ETP: 3 000 dans le second degré public, et 350 dans le privé. (-3 350 ETP)

600 emplois sont créés dans les lycées difficiles, dans le cadre du **PANCHO** plan banlieues, dont 100 pour l'enseignement privé, soit le double de l'année 2008-2009. (+600 ETP)

500 emplois de personnels administratifs sont supprimés: 120 à l'administration centrale, sur un total de 3 000 personnes, et 380 dans les rectorats et les inspections académiques. Aucun poste de personnel administratif n'est supprimé dans les établissements. (- 500 ETP)

500 postes administratifs sont créés dans les établissements qui se constitueront en **Epep** (établissements publics d'enseignement primaire). Trois parlementaires UMP ont déposé hier, en accord avec le ministère, **un projet de loi relatif à la création d'EPEP**. La loi pourrait être adoptée en janvier. (+ 500 ETP)

Enfin, 4450 postes de stagiaires sont supprimés, dont 450 dans le privé: cela correspond à des fermetures de **postes aux concours**. Ils se répartissent de la manière suivante: - **3000 dans le premier degré public**, et - 1000 dans le second degré public. (- 4 500 ETP)

Si l'on isole les suppressions de postes concernant l'enseignement privé, celles-ci s'élèvent à 900 ETP (- 300 ETP au titre de la démographie, - 350 au titre de l'amélioration des remplacements, - 450 postes de stagiaires, et + 100 créations de postes dans des lycées difficiles).

Le projet de budget 2009 intègre également une enveloppe de "130 millions d'euros supplémentaires" destinés à l'accompagnement éducatif.

Interrogé sur les suppressions de postes générées par la diminution du volume horaire de la classe de seconde, réformée à la rentrée 2009, Philippe Court assure qu'"il n'y a pas de gains réalisés sur la réforme du lycée".

MIEUX UTILISER LE POTENTIEL HUMAIN

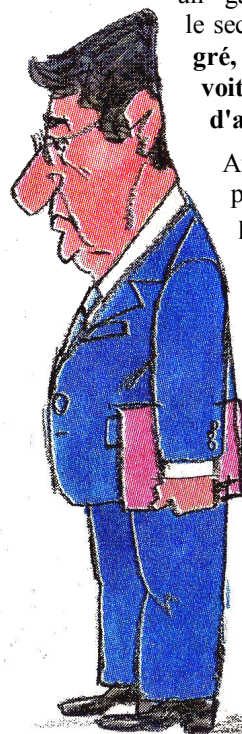
La meilleure utilisation possible du "potentiel humain de l'Éducation nationale, est l'une des priorités du ministère. "L'Éducation nationale est une administration motivée, qui sait se réformer", plaide Philippe Court. La "reconquête du mois de juin", expérimentée cette année dans quatre académies et étendue en juin prochain à tout le territoire, est l'une des mesures affichées par le ministère pour répondre à cet objectif.

Le "rappel" de 1 500 enseignants mis à disposition, "travaillant au sein d'associations ou de mutuelles", constitue le second volet. Enfin, une agence nationale de remplacement, forte de 25 à 30 personnes sera chargée de piloter l'allocation des moyens dédiés au remplacement, d'identifier les rigidités existantes, sans pour autant "gérer les personnels". L'amélioration du remplacement, qui permet un "gain" de 3000 postes, porte uniquement sur le second degré. En effet, **dans le premier degré, la loi instaurant un droit d'accueil, prévoit un dispositif de remplacement en cas d'absence d'un professeur.**

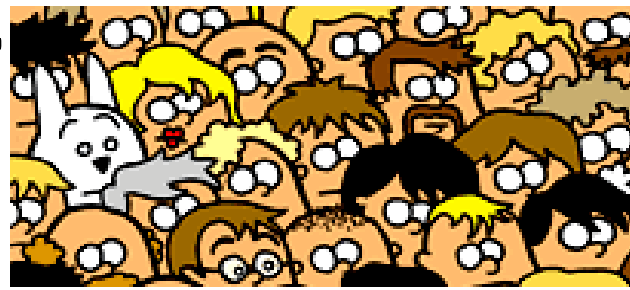
Autre priorité du ministère, inscrite dans le projet de budget 2009, **"l'amélioration du pouvoir d'achat des agents"** de l'Éducation nationale, des directeurs d'école aux néotitulaires. Les gains de pouvoir d'achat réalisés par les enseignants, via les réductions fiscales et sociales prévues par la loi Tepas, s'élèvent à "294 millions d'euros", dont 20 millions d'euros de revalorisation des HSE. Le projet de budget 2009 ne prévoit pas, à la différence du PLF 2008, de transformation d'emplois en heures supplémentaires.

Philippe Court a par ailleurs présenté les objectifs du budget 2009 de l'Éducation nationale, pour l'essentiel un rappel des mesures lancées par Xavier Darcos: **améliorer le système éducatif**, via la réforme de l'enseignement primaire, rénover l'enseignement professionnel, réformer le lycée, développer l'offre de formation en langues étrangères via notamment les stages de langues au lycée, oeuvrer à **une "école plus juste"** à travers l'accompagnement éducatif, améliorer la scolarisation des élèves handicapés.

SI JE VOUS AI BIEN COMPRIS, MOINS IL Y AURA DE PROFS, MEILLEURE SERA L'ÉDUCATION NATIONALE...



ALORS, TOUS À PARIS LE 19 OCTOBRE



À L'APPEL DE AFL - CÉ - CEMEA - CRAP - CAHIERS PÉDAGOGIQUES - FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FERC-CGT - FGPEP - FIDL - LES FRANCAS - FSU - GFEN - ICEM - PÉDAGOGIE FREINET - JPA - LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (LDH) - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - SGEN-CFDT - SUD EDUCATION - UNEF - UNL - UNSA EDUCATION

INSCRIPTIONS:

AUPRÈS DU SNUIPP-FSU: 03 84 21 49 57

OU snu90@snuipp.fr



UN TRAIN DE 430 PLACES EST AFFRÉTÉ POUR LES FRANC-COMTOIS:
PARTICIPATION: GRATUIT POUR LES SYNDIQUÉS; 30 € POUR LES AUTRES
PROFITEZ-EN POUR VOUS SYNDIQUER MAINTENANT ! (PRIX INITIAL DU BILLET: 66 €)

ET SIGNEZ L'APPEL SUR : www.uneecole-votreavenir.org



ET TOUS À BELFORT, LE 7 OCTOBRE

RASSEMBLEMENT PLACE DE LA MAIRIE À MIDI: PIQUE NIQUE ET CONCERTS À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE POUR UN TRAVAIL DÉCENT

Toute personne dans le monde doit avoir un emploi lui permettant de mener une vie digne répondant à ses besoins essentiels. Pourtant, les droits fondamentaux des êtres humains continuent à être violés tous les jours, et la misère demeure un fléau planétaire.

Précisions: Le SNUipp et la FSU au niveau national et local ont cherché à initié un mouvement unitaire d'appel à la grève. Les autres organisations, à l'exception de la CGT au niveau local, l'ont refusé. Aussi, le SNUipp et la FSU n'appellent pas seules à la grève. Pour autant, un préavis de grève a été déposé, de manière à couvrir les collègues qui souhaiteraient témoigner, par la grève, leur solidarité et leur engagement.